

JOURNAL D'UN TEMOIN **DEPUIS LA BELGIQUE**

(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

Bruxelles, mercredi 5 août (de 1914)

Si, cette nuit, Bruxelles n'a pas été prise de panique, c'est tout bonnement parce que ses habitants sont très sensés et dotés d'un extraordinaire sang-froid ...

Figurez-vous que, vers minuit, les cloches de toutes les églises, depuis le centre jusqu'aux communes périphériques les plus éloignées, se sont mises à faire sonner le tocsin, tandis que voisins, policiers, gardes civiques et boys scouts frappaient bruyamment à toutes les portes et criaient :

*- Les eaux courantes sont empoisonnées ! Les
eaux courantes sont empoisonnées !*

Les gens sont sortis sur la rue en chemise de nuit et quelques-uns à moitié nus.

- *Empoisonnées ? Comment ?*
- *Bacilles du choléra !* – criait l'autre, poursuivant sa route en courant – *Ne buvez pas ! Ne buvez pas !*

Même s'il ne me venait pas à l'esprit qu'un tel crime pût être commis – parce qu'il s'agirait d'une arme à double tranchant, voire d'une machine infernale, qui ne pardonnerait ni aux amis ni aux ennemis –, je suis sorti pour vérifier si un si terrible cri d'alarme était exclusif à mon quartier d'Uccle ou s'il avait été lancé également à Ixelles, Saint-Gilles, voire Bruxelles-ville même.

Le conducteur du tram que j'ai pris m'a dit que c'était partout pareil et je n'ai, effectivement, pas tardé à voir que tant les rues principales qu'adjacentes étaient pleines de personnes à moitié vêtues et que, aux points centraux de chaque quartier,

des groupes croissants se formaient, que quittait, à chaque instant, l'un de leurs membres pour partir en courant et aller avertir ses parents et amis, contribuant à propager l'alarme.

Cela fut cruel, même s'ils furent nombreux ceux qui tentèrent de démontrer que c'était de la pure aberration, que personne ne pouvait assumer la responsabilité, inouïe et contreproductive, de faire déferler sur l'Europe entière une épidémie qui, précisément, ne s'arrête pas avec une barrière quelconque dans les circonstances actuelles, que c'était quelqu'un de mal intentionné ou un fou qui avait fait courir la sinistre rumeur, Dieu sait dans quel but.

- *C'est cela !, c'est cela ! Il ne peut s'agir que d'un fou ... Un fou vient d'assassiner Jaurès. Pourquoi un autre ne serait-il pas capable de commettre cette abomination ... ?*

Au rond-point de Ma Campagne, un médecin militaire expliquait en vain à une foule que les réservoirs d'eau et les sources, tout comme les gazomètres, les usines d'électricité et autres organes vitaux de la capitale étaient, depuis le début, gardés par des militaires ; c'est en vain qu'arrivèrent deux automobiles, l'une des pompiers avec son personnel, l'autre avec des représentants de la commune, qui réunirent le public au son du clairon pour lui dire :

- N'ayez pas peur ! L'eau est bonne. On vient de procéder à une nouvelle analyse chimique et bactériologique ; toutes deux ont donné un résultat négatif, ce qui signifie que l'eau est bonne !

Et ceux-là mêmes qui avaient annoncé le danger, leurs rangs grossis par d'autres hommes et gamins de bonne volonté, se mirent à faire le chemin en sens inverse, criant cette fois :

- *L'eau est bonne, l'eau est bonne !*

Ils sillonnèrent ainsi la ville jusqu'au petit matin mais sans dissiper tout à fait l'alarme effroyable qui l'avait mise en émoi, sans pardonner même aux plus sceptiques, car ces derniers eurent au moins peur des conséquences de la frayeur.

Mais, même si la panique s'était produite après toute une journée d'immense tension, d'énervement, de fièvre, personne ne perdit la tête au point d'admettre les choses sans examen ; tous voulaient connaître le *pourquoi*, le *où*, le *quand*, et s'ils contribuaient à propager l'alarme, c'était seulement à titre de mesure de précaution ... Néanmoins nombreux furent ceux qui passèrent une nuit blanche et il en eut même qui éprouvèrent les premiers symptômes du choléra.

A la fin, peu à peu, les gens regagnèrent leurs maisons et le calme régna à nouveau, du moins en

apparence, dans la ville. Le médecin militaire, qui tranquillisait le public à Ma Campagne, me signala que, dans la matinée, on avait arrêté deux individus suspects aux environs des réservoirs d'eau potable et que c'était probablement cela qui avait alimenté la rumeur inquiétante. Le même médecin, consulté par un homme, qui s'était visiblement livré à plus de libations que nécessaires et qui lui demandait un remède pour ses douleurs de ventre (car il se croyait empoisonné), lui prescrivit :

- *Buvez un petit verre de genièvre.*

L'homme le fit, sans doute, parce que personne ne releva la plaisanterie : on n'avait pas le cœur aux blagues, parce que l'alerte avait été beaucoup plus sérieuse que ce que je suis parvenu à décrire.

Mais les journaux, à qui les autorités ont fait la leçon et qui sont habituellement très bien inspirés, ont adopté le meilleur système pour faire s'évanouir

jusqu'aux dernières bribes de panique : ils ne disent pas un seul mot de l'incident.

C'est sous de tels auspices que commence la journée du mercredi 5 de cet historique mois d'août 1914, qui ne se terminera pas sans nous mêler à plus d'une tragédie.

L'invasion allemande se poursuit, réalisée méthodiquement au pourtour de Liège, non sans que les troupes soient fort malmenées par les Belges, qui combattent avec un grand courage et une véritable discipline. Des escarmouches se produisent à tout instant de toutes parts et les canons des forts de Liège ne cessent de tonner.

On a également entendu depuis Arlon une forte canonnade du côté de la frontière française, sûrement une attaque à Longwy par les troupes allemandes qui

se trouvent, depuis dimanche, au Grand-Duché de Luxembourg ; mais les informations dont on dispose à ce sujet (et d'autres) ne sont pas fiables, car tous les moyens de communications sont exclusivement entre les mains de l'autorité militaire. On sait seulement qu'Arlon demande de l'aide, se considérant menacée, car la ville est située à trois kilomètres de la frontière du Luxembourg, et l'on assure que les troupes allemandes se sont emparées de presque toute la province du même nom, dont Arlon fait partie.

Entretiens circulent à Bruxelles les rumeurs les plus hétérogènes et contradictoires, auxquelles beaucoup croient *dur comme fer*, même s'ils en ignorent la provenance et – ce qui est plus grave – même si elles sont de toutes évidences fausses. Mais il faut constater que, à l'inquiétude des jours précédant la déclaration de guerre, a succédé une irritation

générale qui va de pair avec l'indignation profonde provoquée par l'Allemagne. Personne n'achète d'articles fabriqués par l'industrie allemande, ni ne boit de la bière de Munich, ni de Pilsen, parce que les autrichiens ont légitimement droit à leur part dans l'animosité générale, et les vins clairs du Rhin et de la Moselle sont voués à l'ostracisme. C'est un symptôme du boycott qui, dans le meilleur des cas, menace l'Allemagne et qui ne se limitera sûrement pas à ces articles mais qui touchera tous les secteurs du commerce.

La lie du peuple, qui ne fait surface qu'en des occasions comme celle-ci, s'est livrée sur les boulevards à des manifestations hostiles contre plusieurs maisons allemandes, les criblant de pierres et faisant voler en éclats leurs vitres, malgré les efforts de la garde civique, qui les dispersait, mais des groupes compacts se reformaient quelques minutes

plus tard, entraînant avec eux quelques bons ouvriers et des voisins trop enthousiastes. De nombreuses maisons allemandes, la majorité de leur propre initiative, la minorité sur les conseils des autorités communales, ont arraché, effacé ou couvert tous leurs écriteaux allemands en collant dessus de la toile ou du papier.

En revanche, la ville semble être en fête car, dans tous les quartiers, les maisons pavoisent avec de grands drapeaux belges et français ; tous, hommes et femmes, portent des cocardes et des rubans aux couleurs de la Belgique et de la France, et il n'y a pas de boulevard, d'avenue, de rue, de grande ou de petite place dans la ville qui ne fourmille de gens comme si, dans chaque commune, on célébrait en son temps la fête nationale avec sa kermesse animée, ornée de drapeaux.

Et, partout, on entend le même genre de

dialogues :

- *Les français sont-ils arrivés ?*
- *Oui ; ils sont entrés par Lille et Tournai et, à cette heure, ils doivent être à Namur.*
- *Non, non. Ils ont poursuivi directement sur Liège.*
- *Comment le savez-vous ?*
- *Un officier vient de me le dire.*
- *Ah ! Si c'est ainsi ...*
- *Et les Anglais ?*
- *Ils ont débarqué cette nuit à Boulogne, à Calais et à Ostende et, à présent, ils doivent être très loin à l'Est, pour s'unir au gros de l'armée belge, qui, avec l'armée française, occupe tout le Brabant et toute la province de Namur, pendant que leurs détachements délogent les Allemands du Luxembourg belge.*
- *Mais ils ne les ont pas encore délogés de environs immédiats de Liège ?*

- *Pas encore, même si les forts font des ravages. Il ne faut pas se faire d'illusions : nous ne pourrons pas rejeter les ennemis de l'autre côté de leur frontière et nettoyer le pays avant une semaine. Bien que les Allemands se battent sans conviction, sous la menace du sabre ou du revolver de leurs officiers, il faut tenir compte du fait qu'ils sont nombreux, que notre mobilisation n'est pas entièrement terminée, et que l'union des Français et des Anglais se fera encore un peu attendre. Mais pas de souci : dans huit jours, il ne restera pas un seul boche en terre belge.*
- *Heureuse confiance qui s'appuie sur une intrépidité véritable, sur une volonté de fer et sur un sang-froid admirable !*
- *L'armée anglaise a débarqué cet après-midi à la gare du Quartier Léopold et poursuit à pieds vers Namur.*

- *Vraiment ? Vous l'avez vue ?*
- *Moi, non ; mais une personne respectable me l'a dit.*

Cette fois, la nouvelle était presque fondée puisqu'il s'agissait de l'état-major anglais qui allait rejoindre ses homologues belge et français et se mettre sous les ordres du roi Albert qui est, en vertu des traités, le général en chef des armées combinées sur le territoire.

Mais ce ne sont pas les seules nouvelles qui circulent ; il y en d'autres qui font monter en flèche l'enthousiasme ou l'indignation du peuple : les Allemands ont fusillé des villages entiers ; le *kronprins* vient d'être assassiné ; Guillaume II est au pouvoir du parti de la guerre, qui le détient en résidence surveillée pour qu'il ne puisse pas intervenir ; l'Italie se soulève comme un seul homme contre l'Autriche et l'Allemagne, et son

gouvernement est incapable de calmer le jeu ; l'Angleterre a coulé à pic une demi escadre allemande ; un million de Russes ont franchi la frontière de l'empire et trois millions de plus s'apprêtent à les suivre, pendant que les Allemands se retirent précipitamment vers l'intérieur, brûlant villages et récoltes et se condamnant à la famine, parce que personne ne pourra introduire de vivres pour eux, alors que les Russes, en revanche, seront abondamment ravitaillés par les escadres ; l'aviateur Garros s'est laissé tomber avec son aéroplane sur un zeppelin et a donné héroïquement sa vie pour la patrie, détruisant le dirigeable allemand ; la flotte japonaise rapplique à toute vapeur pour renforcer celles de Grande-Bretagne et de France ; le Danemark mobilise et va rendre inutilisable le canal de Kiel, laissant les Allemands prisonniers d'un embouteillage dans la Mer Baltique, parce que les

bateaux anglais bloquent déjà le Kattegat ; l'Espagne a regroupé sa flotte aux îles Baléares, appuyant les Anglais et les Français pour empêcher les Allemands et les Autrichiens de se ravitailler en eau, en charbon et en vivres ; l'Alsace et la Lorraine, comme piquées par la tarantule, sont entrées en insurrection, et il se passe la même chose avec les provinces *irrédentes* d'Autriche, qui entraînent l'Italie avec elles ; et la Bosnie et l'Herzégovine imitent leur exemple, en voyant que la Serbie ne laisse pas avancer l'ennemi ; le Montenegro court à son aide, bien que l'on bombarde ses ports, et toute la péninsule balkanique est en feu, pendant que la Turquie mobilise, sous les ordres d'un général allemand ... ou – qui sait ! – peut-être aux côtés de la France, qui a dit tellement de bien d'elle, Pierre Loti en tête ; dans les environs de Liège, une mine a explosé, tuant des milliers d'Allemands ; à

Libramont, on a fait prisonniers deux mille cinq cents Prussiens, encerclés par l'avant-garde française ...

Je pourrais continuer indéfiniment à consigner ces rumeurs et d'autres, que l'on prétend toujours avoir obtenues de la source la plus sûre ; mais si je mentionne celles lues supra, c'est pour que l'on voie sous quelles impressions nous sommes, pour que l'on observe que ne se propage aucune nouvelle défavorable ou plus ou moins, pour démontrer que le fait d'être privés de communication forcée ne sème pas le découragement. Mais ce que j'ai rapporté plus haut, de la terrible panique qui aurait pu résulter des eaux courantes empoisonnées, prouve à suffisance que, même en proie à un désastre, ce peuple viril ne perdrait pas son sang-froid jusqu'au point de l'inhibition : son activité résolue ne s'arrêtera jamais !

...

Une partie de la flotte anglaise se maintient en

vue de la côte belge et dans le détroit proche de la Mer du Nord, la gardant et protégeant le passage des paquebots et bateaux à vapeur belges et anglais.

A Ostende, on a arrêté et fusillé un marin allemand, convaincu d'espionnage et qui était passé aux aveux. Mais la problématique des espions mérite un chapitre spécial.

* * *

Bien que l'on aie à penser à beaucoup d'autres choses à la fois, l'attention ne se détourne pas de l'attitude de la Hollande et l'on commente la révélation faite par le *kaiser* qu'on lui avait promis de ne pas se livrer à des conquêtes territoriales "*à ses dépens*" ainsi que les persistantes rumeurs que les Allemands ont violé sa neutralité en passant en Belgique par les environs de Maastricht, afin

d'atteindre plus rapidement les rives de la Meuse, à Lixhe, Visé, etc. Mais l'opinion publique se tranquillise en apprenant le résultat de la séance parlementaire d'hier, où on a voté des lois pour renforcer l'armée, un crédit de 50.000.000 de florins, une autorisation au gouvernement pour qu'il interdise l'exportation et le fait d'accaparer certains articles alimentaires, etc., et pour qu'il fixe le prix maximal de ces derniers. Et l'on commente favorablement les paroles du premier ministre, Monsieur Cort van der Linden, qui a dit :

"Le gouvernement a demandé la convocation urgente de cette assemblée. Il est d'avis que l'on vote aujourd'hui même un certain nombre de projets, parce que les intérêts du pays l'exigent. Le gouvernement, en ces jours d'inquiétude, a une lourde tâche. La reine est de tout cœur et de toute son âme avec son peuple, et les ministres responsables doivent gérer le pays

dans des circonstances pénibles. En l'occurrence, nous ne pourrions supporter la responsabilité si nous ne pouvions compter sur la représentation nationale. Nous sommes prêts à assumer notre responsabilité. Nous conformant à la volonté de Dieu, nous attendons avec fermeté et sang-froid ce que l'avenir nous réserve. Le gouvernement a la ferme conviction que les états-généraux, animés de ces sentiments, se placeront au-dessus de tout ce qui nous sépare, dans l'intérêt du maintien et de l'unité de notre chère patrie."

Les projets de loi furent votés même par les socialistes ayant Troelstra (**N.d.T.**) à leur tête.

A partir du vendredi, on procède à la mobilisation qui, depuis hier, est générale, puisque l'on a rappelé non seulement les milices mais également les *landweer* et les réserves. La mobilisation s'est faite rapidement et en parfait ordre ; aujourd'hui se

trouvent sous les armes quatorze contingents annuels, dont trois comportent 23.000 hommes et onze 17.500 hommes. Si l'on décompte 10 pour cent de pertes pour raisons de décès, de maladie, etc., l'armée hollandaise, aujourd'hui en activité, se monte à 235,000 hommes ; mais comme la loi, qui vient d'être votée, rappelle les conscrits de 1914 et 1915, elle montera à quelques 300.000 hommes, en comptant les 60.000 recrues.

De La Haye parvient aujourd'hui l'affirmation officielle que le territoire n'a pas été violé par les Allemands et que l'on a désarmé les fugitifs qui s'y réfugiaient, en même temps que l'on installait de grandes banques du sang bien organisées. Les réfugiés, de quelque nationalité qu'ils soient, sont bien reçus et nourris par les autorités ainsi que par la population elle-même. La presse hollandaise applaudit avec enthousiasme à l'attitude des Belges, disant que

l'union les rend forts, mais on ne propose pas de les aider, même s'ils s'affirment résolus à défendre leur neutralité à tout prix. Je soupçonne que ces voisins de la même race n'aient malheureusement pas les mêmes intérêts, ou que leurs idées d'union ne sont pas précisément celles des Belges, et que s'ils ne veulent manger personne, ils n'aspirent pas non plus à être mangés ... Mais attention ! L'Angleterre veille et les colonies hollandaises sont de celles qui rapportent la meilleure rente à leurs propriétaires, tapis dans les inexpugnables polders qu'ils peuvent inonder d'un moment à l'autre. Si les Pays-Bas semblent intangibles, leurs sources de revenus ne le sont pas ... bien au contraire, et c'est ce que l'on répète ici de toutes parts quand on met en doute la probable attitude de la Hollande. Cela étant dit, dans l'intervalle, elle s'est armée uniquement pour défendre sa neutralité ...

On a appris aujourd'hui les détails de l'entrée des Allemands à Verviers, abandonnée par la garde civique qui, par ordre supérieur, s'était repliée dès le début sur Liège.

Après les uhlans en éclaireurs, une patrouille commandée par un officier se présenta dans la ville ; elle fut reçue à la maison communale par le major Olivier, de la garde civique, qui arborait le drapeau blanc. Une grande partie de la patrouille se détacha alors, retournant à Stembert, où se trouvait le commandant allemand avec son bataillon, pour lui annoncer qu'on ne lui opposait pas de résistance.

Trois quarts d'heure plus tard, à onze heures, cent cinquante uhlans passaient par les rues du Palais et d'Ensival, précédés par un officier de la garde civique avec un drapeau blanc pour empêcher que les voisins fissent feu sur eux, ce qui aurait donné lieu à des représailles.

Les soldats conversaient à *la bonne franquette* avec les curieux et disaient qu'ils allaient repousser les Français qui avaient pénétré en Belgique ...

Peu après défilait dans le centre de Verviers, qui est long et étroit, très encaissé, l'avant-garde allemande, suivie par le gros de la colonne. Ils furent nombreux à bivouaquer en divers points de la ville, pendant que se poursuivait le défilé qui, à trois heures de l'après-midi, n'était pas encore terminé. Les soldats du 20^{ème} d'infanterie, qui arrivait de Berlin, semblaient exténués, mais ceux du 35^{ème} (ou 11^{ème}), provenant de Brandebourg, étaient encore frais. Outre ces corps d'armée, passèrent le 39^{ème} d'artillerie au complet ; le régiment prince Heinrich, beaucoup de batteries et les officiers, portant l'uniforme gris-cendre, ou plutôt gris-poussière, sans que les derniers se distinguent des premiers, sauf par

un étroit galon en or cousu sur la manche ; les officiers d'état-major portent, de surcroît, un ceinturon doré.

Les Allemands disaient que l'avant-garde qui allait attaquer Liège se composait de quatre-vingts mille hommes.

Le général von Emmich, commandant de l'armée allemande de la Meuse, qui était en tête de cette importante colonne, envoya à la commune et fit afficher dans les rues une proclamation disant : "*C'est à mon plus grand regret que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inévitable. La neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français qui, sous un déguisement (textuel), ont traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne*".

Il semble incroyable que l'imagination allemande

n'ait pas trouvé un prétexte un peu plus convaincant !

Mais le manifeste ajoutait que les Allemands avaient besoin d'un *chemin libre* et que les soldats paieraient en *or-monnaie* les vivres qu'ils devraient *prendre au pays*. Et il se terminait comme suit : "*C'est de votre sagesse et d'un patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre*".

* * *

Des nouvelles parviennent d'un combat qui a eu lieu tard hier à Visé, défendu par le 2^{ème} bataillon du 12^{ème} régiment de ligne sous les ordres du major Charles Collyns et des commandants de Burghraeve, François et Godefroid.

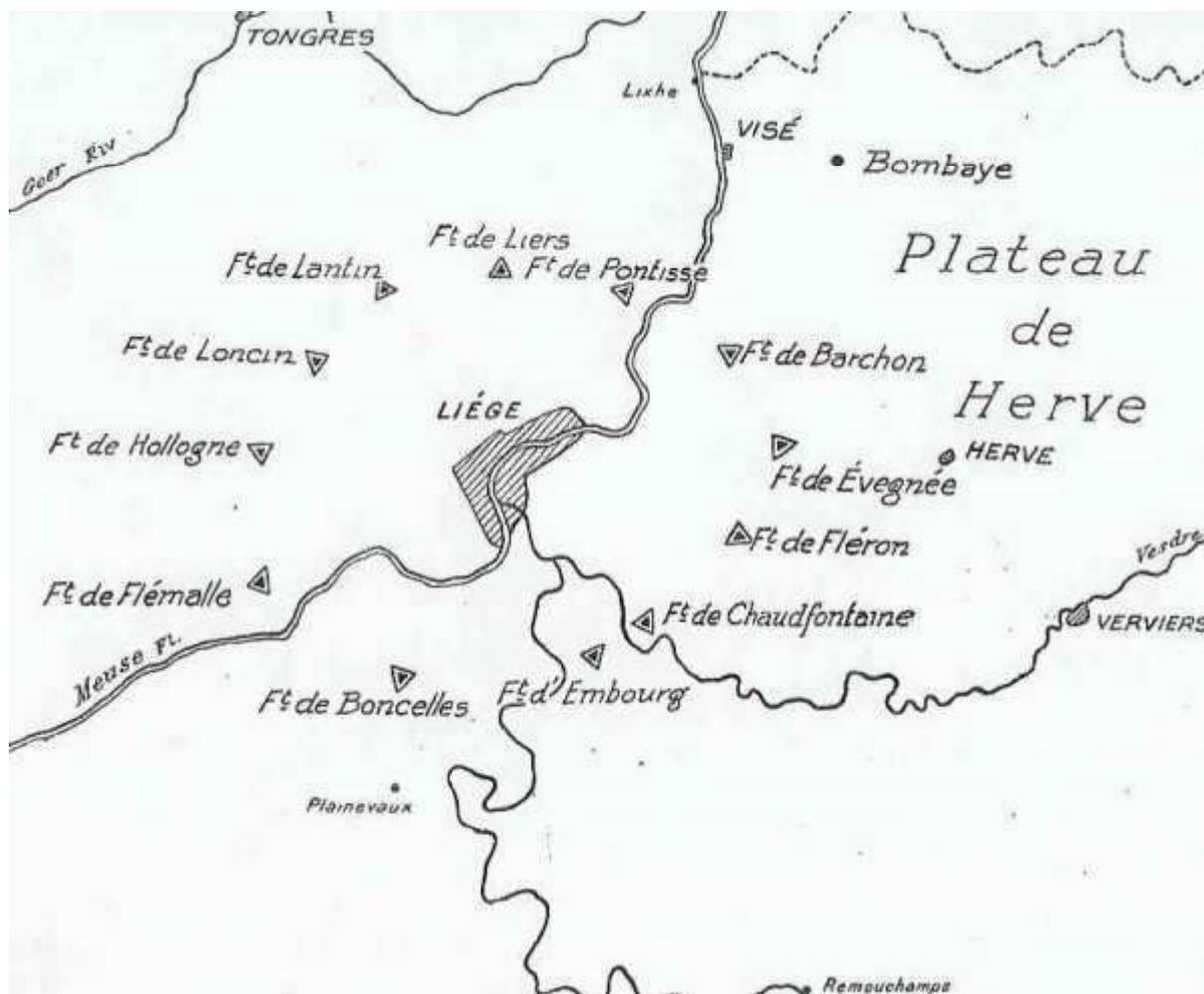
Les ingénieurs avaient fait exploser le pont de Visé la nuit antérieure, y ouvrant une brèche de 60

mètres. Celui d'Argenteau, un peu plus au sud, était complètement submergé.

A onze heures arrivait dans ces parages un fort contingent de cavalerie prussienne mais les alentours étaient occupés par les bataillons du 12^{ème} régiment de ligne et deux compagnies de réserve de 450 hommes, tous parfaitement cachés et abrités derrière les ruines.

Les Prussiens furent accueillis par un feu nourri des troupes belges ; mais les Allemands, qui étaient déjà sur la rive droite de Visé, ouvrirent le feu depuis les maisons, appuyant les leurs.

Entretiens les forts de Pontisse (Milmort), Barchon et Evegnée, c'est-à-dire, ceux qui se trouvent au nord de Liège (**N.d.T.**), soutenaient les Belges grâce à un tir adroit, Pontisse se distinguant par sa précision.



Mais les Allemands mirent leur artillerie en batterie et les Belges durent battre en retraite, laissant

quelques morts et blessés mais ayant infligé à l'ennemi des pertes s'élevant, à ce qu'ils affirment, à pas moins de quatre-vingts morts.

* * *

Pour ceux qui ne connaissent pas à Buenos Aires le système de défense belge et ce qui a présidé à son adoption, je veux intercaler ici ce que dit le général Rouen dans sa remarquable et volumineuse oeuvre *L'armée belge*. (N.d.T.)

Mais je dirai auparavant que ce système de défense, qui est en train de donner de si bons résultats, bien que les fortifications datent de trente ans ou plus, est dû au lieutenant général Brialmont, un des ingénieurs militaires des plus doués, qui, appuyé par le ministre de la guerre, le général Chazal, le fit adopter non sans de grandes difficultés. Le général

Brialmont fortifia non seulement Diest, mais également Anvers, Namur et Liège, en Belgique ; plusieurs places-fortes en Roumanie ainsi que les défenses du Bosphore et des Dardanelles, en Turquie ... Grâce à lui, on utilise en Belgique les coupoles giratoires à éclipse et les multiples batteries dans les intervalles des fortifications principales.

D'après ce que l'on voit jusqu'à aujourd'hui dans la défense de la Belgique, qui a réussi à arrêter durant des jours entiers l'armée allemande, qui mettra encore du temps à passer, le système de Brialmont est d'une redoutable efficacité, et ses prévisions se réalisent, comme le vérifiera celui qui lira le chapitre suivant du général Rouen, pourtant écrit en 1896 :

"L'empereur Joseph II, pour se débarrasser du Traité de la Barrière (1715), qui avait si mal protégé les provinces des Pays-Bas, résolut de démolir toutes les places-fortes et, malgré l'opposition des Etats

Généraux de Hollande, la mesure fut exécutée.

"Toutes les fortifications, à l'exception de la forteresse de Luxembourg, des châteaux de Gand, d'Anvers et de Tournai, furent, si pas complètement démolies, du moins mises hors service.

"Un décret du 1^{er} vendémiaire, an II (24 septembre 1802), vint sanctionner définitivement les démolitions ordonnées par Joseph II. Le rang de place-forte fut retiré à Bruxelles, Louvain, Diest, Tirlemont, Gand (à l'exception du château), Ulst, Axel, Terneuse, Isendyck, Philippeville, Damme, Termonde, Alost, Audenarde, Bruges, Courtrai, Warneton, Furnes, Mons, Ath, Tournai (à l'exception de la citadelle), Charleroi, Namur, Liège, Maaseik, Hasselt, Malines et Lierre. On ne conserva comme places de guerre que : Anvers, Ypres, Menin, Ostende, Nieupoort, le château de Gand et la citadelle de Tournai.

"Après Waterloo, l'idée qui présida à la création du royaume des Pays-Bas fut de former une nouvelle barrière contre la France ; on édifia vingt-trois places-fortes, quelques-unes de premier ordre ; les travaux commencèrent en 1816 et se terminèrent en 1825 ; ils avaient coûté près de 200 millions de francs.

"Le protocole militaire de 1818 au congrès d'Aix-la-Chapelle disposa qu'un certain nombre de forteresses des Pays-Bas accueilleraient des garnisons anglaises et prussiennes, pour autant que l'on déclarât le casus foederis contre la France. C'était le système de la barrière de 1715, élargi et renforcé.

"On comptait, donc, pour la défense des places-fortes, sur le concours des alliés ; mais, après 1820, notre neutralité ayant été proclamée, on reconnut que le système des places existantes n'était plus en

harmonie avec les effectifs dont nous pouvions disposer.

« En 1831, nous avons encore vingt places-fortes et postes fortifiés, à savoir : 1°. A la frontière méridionale : Ypres, Menin, Tournai, Ath, Mons, Charleroi, Marienburg, Philippeville et Bouillon ; 2°. Sur l'Escaut : Audenarde, Gand, Termonde et Anvers ; 3°. Sur la Meuse : Huy, Liège, Maastricht et Namur ; 4°. Sur la côte maritime : Ostende et Nieupoort ; ainsi que 5°. Sur le Démer : Diest, que le gouvernement avait commencé à fortifier en prévision d'hostilités avec la Hollande.

"Parmi les conditions de la constitution du royaume de Belgique figurait l'obligation de démolir les places de Menin, Ath, Mons, Philippeville et Marienburg. Ces fortifications ne furent pas démolies dans les délais fixés par les accords diplomatiques mais l'ont été depuis, ainsi que beaucoup d'autres, comme

Audenarde, Charleroi, Namur (sauf la citadelle), Ypres, les citadelles de Tournai et de Gand et les châteaux de Dinant, Huy et Bouillon.

"Grâce aux écrits de plusieurs militaires distingués, grâce, surtout, à ceux du lieutenant général Brialmont, on a adopté en Belgique le système de défense concentrée et le talent du lieutenant général baron Chazal est parvenu à le faire voter par les chambres .

"La commission de 1859 avait proposé : 1°. la création d'une grande position défensive à Anvers ; 2°. le maintien des places de Diest, Termonde, Ostende et Charleroi, et des citadelles de Gand, Tournai, Namur et Liège.

"En voulant étendre l'application du principe de la concentration des forces, le gouvernement a fait démolir en 1861 les fortifications de Charleroi ; en 1870, la citadelle de Gand et, en 1873, la citadelle de Tournai et la place d'Ostende.

"En 1873, on résolut que la défense avancée d'Anvers se porterait sur la ligne de la Nèthe et du Ruppel et sur un arc de cercle qui, partant de Lierre et enveloppant Schilde, S' Gravenwezel, Brasschaat et Ekeren, irait jusqu'à la digue déjà fortifiée de Wilmarsdonck, qui se termine sur l'Escaut avec le fort Saint-Philippe. Le but de ces travaux était d'augmenter l'indépendance de l'armée active, d'étendre sa sphère d'action, d'empêcher le bombardement de notre métropole commerciale et de faire en sorte que son blocus fût extrêmement difficile, si pas impossible.

"Après la guerre de 1870-1871 – les Prussiens étant maîtres de la ligne de la Moselle et menaçant la Meuse et les embouchures du Rhin –, Liège et Namur sont devenus des points stratégiques importants, parce que la vallée de la Meuse peut être convertie en une ligne d'opérations des armées belligérantes en cas de guerre entre l'Allemagne et la France.

"Sur base des remarquables travaux du lieutenant général Brialmont, on a résolu en 1887 de créer à Liège et à Namur des doubles têtes de pont, et les citadelles de Namur et de Liège, ainsi que le fort de la Chartreuse, furent déclassés ; le fort de Huy fut réintégré, restauré et réarmé.

"Comme les relations cordiales entre la Belgique et la Hollande la rendaient inutile, la place de Diest fut déclassée par décret royal du 26 août 1895 ; on n'en a conservé que la citadelle.

"La Belgique possède donc, aujourd'hui, un système de défense qui, sans exagération, peut être considéré comme l'un des meilleurs d'Europe. Elle fut la première nation du continent qui ait appliqué résolument le principe de la concentration des forces, démolissant la quasi totalité de ses places-fortes, et créant à Anvers une grande position militaire destinée à servir de base d'opérations et de place de

refuge à son armée active, portée à cent mille hommes.

"Anvers, son camp retranché, les forts de l'Escaut, sont constitués sur un support tellement formidable, que leur attaque exigerait un siège en règle, ce qui obligerait d'abord à faire un encerclement qui, étant donnée la défense avancée d'Anvers, devrait avoir une grande envergure.

"La place de Termonde fait partie du système de défense d'Anvers. Les doubles têtes de pont de Namur et de Liège permettraient à notre armée de disputer avec succès le passage de la Meuse à une armée d'invasion. L'armée belge pourrait passer sur la rive droite du fleuve, prendre l'offensive pour surveiller l'ennemi dans une position retranchée et, en cas de défaite, battre en retraite sans courir aucun danger.

"Elle pourrait également, en prenant pour axes Liège et Namur, défendre le passage sur ces points et aux points intermédiaires, le temps suffisant pour

que l'ennemi n'ait plus aucun intérêt à violer la neutralité belge et à diriger une partie de ses forces par les vallées de la Sambre et de la Meuse."

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « Desde *Bélgica. Diario de un testigo* (6) », in LA NACION ; 25/09/1914.

N.d.T. : Troelstra (parti socialiste néerlandais) voir

http://www.nlfacile.com/pays-bas-histoire-du-pays-31-neerlandais_2_66942.htm

« *forts de Pontisse (Milmort), Barchon et Evegnée, c'est-à-dire ceux qui se trouvent au nord de Liège* » :

http://www.sambre-marne-yser.be/article=6.php3?id_article=13

ROUEN, Charles (Général) ; *L'Armée belge. Exposé historique de son organisation, de ses costumes et uniformes, de son armement et de sa tactique depuis les temps primitifs jusqu'à nos jours* ; Bruxelles ; Lyon-Claesen ; 1896.

